Comment repenser et renouer les relations franco-allemandes après Dachau ?

Joseph Rovan entre la France et l'Allemagne dans l'immédiat après-guerre

Corine Defrance

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/409>

DOI : 10.4000/allemande.409

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 28 décembre 2016

Pagination : 453-471

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Corine Defrance, « Comment repenser et renouer les relations franco-allemandes après Dachau ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 48-2 | 2016, mis en ligne le 28 décembre 2017, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/409> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.409>

Comment repenser et renouer les relations franco-allemandes après Dachau ?

Joseph Rován entre la France et l'Allemagne
dans l'immédiat après-guerre

■ Corine Defrance*

En France comme en Allemagne, Joseph Rován (1918-2004) est connu pour avoir été l'un des pionniers et des principaux médiateurs culturels entre les deux pays ainsi qu'un grand Européen⁽¹⁾. Avec Alfred Grosser, son cadet de sept ans, il incarne l'exilé allemand, d'origine juive, qui souffrit de la guerre (Rován entra en Résistance, fut arrêté et déporté en camp de concentration), prit la nationalité française et s'engagea après 1945 pour le rapprochement bilatéral⁽²⁾. Depuis 2006, l'ambassade de France en

* Directrice de recherche en histoire contemporaine au CNRS (SIRICE, UMR 8138).

1 Pour une brève évocation de la biographie de Rován, voir Hansgerd SCHULTE, « Joseph Rován », in: Nicole COLIN, Corine DEFANCE, Ulrich PFEIL, Joachim UMLAUF (éd.), *Lexikon der deutsch-französischen Kulturbeziehungen nach 1945*, Tübingen, Narr Verlag, 2015 (2^e éd.), p. 405-406; Claudia MOISEL, « Joseph Rován. Ein bürgerliches Leben im Zeitalter der Extreme », in: Theresia BAUER (éd.), *Gesichter der Zeitgeschichte. Deutsche Lebensläufe im 20. Jahrhundert*, Munich, Oldenbourg, 2009, p. 115-132. Au sujet de l'engagement européen de Rován, voir son ouvrage: *Citoyen d'Europe. Comment le devenir: les devoirs avant les droits*, avec une préface de Jacques Delors, Paris, Robert Laffont, 1993.

2 Une certaine similarité des parcours a pu conduire les chercheurs à les saisir ensemble. Cf. Emmanuelle PICARD, « Médiation franco-allemande ou intégration réussie? Le cas de Joseph Rován et d'Alfred Grosser », *Cahiers d'Études Germaniques*, « Migration et biographie. Allemands en France et Français en Allemagne après 1945 », études réunies par Thomas KELLER, 2 (2002), n° 43, p. 65-73. Alfred Grosser a lui-même thématisé sa relation avec Joseph Rován, rappelant que d'aucuns auraient voulu en faire des rivaux, et soulignant que la plus grande différence entre eux résidait dans les expériences qu'ils avaient faites pendant la Seconde Guerre mondiale: « Avoir eu vingt ans en 1938 ou avoir eu vingt ans en 1945: la différence est grande [...]. Joseph est d'abord l'aîné qui a vécu en adulte des années terribles pendant lesquelles j'ai vécu en adolescent », Alfred GROSSER, « Témoignage pour l'aîné ou De la nature de l'optimisme », in: Frédéric HARTWEG (éd.), *À Joseph Rován: penseur et acteur du dialogue franco-allemand*, Paris, Documents, 1989, p. 2-54, ici p. 52.

Le parcours de Rován a aussi été mis en miroir de celui de son ami Carlo Schmid – un autre médiateur « allemand » des relations bilatérales et aussi, comme Rován, un conseiller politique – et leurs

RFA décerne un « prix Joseph Rovin » à des associations franco-allemandes qui se sont illustrées par leur engagement pour le dialogue culturel bilatéral⁽³⁾. Si les travaux de recherche portant sur les relations franco-allemandes depuis 1945 lui consacrent de nombreuses pages ou chapitres, tant son activité fut fondamentale, nous ne disposons toujours pas d'une biographie scientifique de ce passeur de frontière. Mais Rovin a laissé derrière lui de précieux témoignages que les historiens connaissent bien. Citons notamment son ouvrage *Contes de Dachau* (1987) / *Geschichten aus Dachau* (1999), où il rend compte des expériences qu'il a vécues en tant que résistant déporté dans ce camp, et son autobiographie *Mémoires d'un Français qui se souvient d'avoir été Allemand* (1999) / *Erinnerungen eines Franzosen, der einmal ein Deutscher war* (2000), où il retrace et commente les principales étapes de sa vie et de ses engagements sur la base de ses souvenirs⁽⁴⁾. S'il se montra avec l'âge sensible à la nécessité du témoignage, la première publication par laquelle il se fit remarquer date de l'automne 1945. C'était alors moins de Dachau, dont il était sorti depuis quatre mois à peine, qu'il voulait parler que de l'obsédante question : « Que faire de l'Allemagne ? ». À 27 ans, il portait le regard vers le présent et l'avenir. Il livra donc à la prestigieuse revue *Esprit* un article programmatique intitulé « L'Allemagne de nos mérites ». Ce manifeste reste aujourd'hui l'un des textes fondamentaux de cette sortie de guerre. On peut saisir l'action future de Rovin au service des relations franco-allemandes à la lumière de cette publication. Le germaniste Hansgerd Schulte, qui a été son collègue à l'Institut d'allemand d'Asnières (Université de Paris 3-Sorbonne Nouvelle) et ami, a commenté : « Aus dieser Analyse ergab sich für Rovin seine Lebensmaxime, die deutsch-französische Kooperation in den Dienst der europäischen Einigung zu stellen. Er wird diese Forderung im wesentlichen in drei Bereichen verwirklichen: im politischen und organisatorischen Handeln, in seiner journalistischen und schriftstellerischen Tätigkeit und als Hochschulprofessor in Lehre und Forschung »⁽⁵⁾. C'est pourquoi nous concentrerons ici notre propos sur Joseph Rovin dans la seconde moitié des années 1940 et au début des années 1950. Son parcours nous apparaît *a posteriori* d'une grande cohérence. L'originalité de Rovin consiste à avoir multiplié les perspectives – une position dialectique

autobiographies comparées. Petra Weber souligne que, dans ces deux cas, l'autobiographie a pour but de contribuer à une éducation pédagogique d'autrui. Cf. Petra WEBER, « Die deutsch-französischen Beziehungen im Spiegel von Autobiographien: Zum historischen Quellenwert der Erinnerungen Carlo Schmidts und Joseph Rovins », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 33/4 (2001), p. 469-486, ici p. 469.

3 Voir notamment : <http://www.vdfg.de/vdfg/auszeichnungen/joseph-rovin-preis/>

4 Petra Weber a finement analysé les ressorts de l'autobiographie de Joseph Rovin, ses apports, mais aussi ses limites ou ses biais en tant que source pour l'historien. Elle souligne combien le contexte des années 1990 a influencé l'écriture de Rovin, qui était alors plus soucieux des évolutions dans l'Allemagne tout juste réunifiée et de l'avenir de l'Europe que du rapprochement franco-allemand de l'immédiat après-guerre. Une fois encore, il tournait son regard vers le présent et l'avenir. Aussi son action auprès de Michelet au sujet des prisonniers de guerre allemands en France ou celle qu'il mena au sein du gouvernement militaire français en Allemagne sont très (trop) rapidement traitées au regard de leur importance historique. Au moment de la rédaction, Rovin avait aussi pris une distance certaine (il était devenu l'un des conseillers du chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl) par rapport à l'esprit « révolutionnaire » – ou tout au moins à sa sensibilité de gauche – qui le caractérisait alors. P. WEBER, « Die deutsch-französischen Beziehungen im Spiegel von Autobiographien » (note 2), p. 478 sq.

5 H. SCHULTE, « Joseph Rovin », in : N. COLIN *et al.* (éd.), *Lexikon* (note 1), p. 405-406, ici p. 405.

pourrait-on dire : faire usage des expériences passées pour préparer l'avenir dans le présent ; agir alternativement – si ce n'est simultanément – comme acteur de la société civile et agent de l'État ; vouloir transformer les mentalités allemandes *et* françaises, penser ensemble l'Allemagne, la France et l'Europe ; dépasser la fausse opposition entre le peuple et la culture... Dans une première partie, nous montrerons comment il concevait la responsabilité de la France et des Français à l'égard de l'Allemagne et comment l'éducation populaire et la « réorientation » des prisonniers de guerre allemands lui ont paru être les instruments fondamentaux de la démocratisation de l'Allemagne et des relations franco-allemandes. Alors qu'il avait essentiellement agi depuis la France de 1945 à 1947, les années suivantes, jusqu'en 1951, furent marquées par un changement de paradigme : il agit désormais depuis l'Allemagne, sans que son action au sein des services français d'occupation n'affaiblisse son sens critique sur la politique en cours. Ce sera l'objet de la deuxième partie. Enfin nous essaierons de dégager brièvement les éléments hérités de cet immédiat après-guerre qui continuèrent à marquer son action au service des relations culturelles franco-allemandes dans la suite de sa vie et de sa carrière.

1. Joseph Rován au sortir de la guerre : penser l'Allemagne et agir depuis la France

À l'automne 1945, Joseph Rován cumula trois fonctions : secrétaire de rédaction de la revue *Esprit* ; directeur du Centre de documentation de la culture populaire – organisme commun aux deux associations « Travail et Culture » et « Peuple et Culture » ; collaborateur d'Edmond Michelet au ministère des Armées. En ces trois qualités, il s'est intensément saisi des problèmes allemands et des relations franco-allemandes – en particulier des relations culturelles et sociétales entre les deux peuples. L'analyse de ses activités au cours de cet immédiat après-guerre permet de dégager ce que le travail culturel et la culture signifiaient pour lui.

Rován et Esprit : penser l'avenir de l'Allemagne

Au début du mois de septembre 1945, Rován entra dans le cercle de la revue *Esprit* en tant que secrétaire de rédaction intérimaire. Le directeur de la publication, Emmanuel Mounier (1905-1950), l'un des grands intellectuels catholiques⁽⁶⁾, avait promis ce poste au philosophe Jean-Marie Domenach. Celui-ci n'étant alors pas immédiatement disponible, Mounier se tourna vers Joseph Rován, recommandé par Jean-Marie Soutou – ancien secrétaire de rédaction d'*Esprit* et figure importante de la Résistance⁽⁷⁾. Mounier connaissait aussi personnellement Rován, qui avait déjà publié quelques articles dans la revue avant 1939⁽⁸⁾. Depuis la guerre et son engagement dans la Résistance française, Rován avait pénétré des cercles et réseaux intellectuels qui se caractérisaient par un catholicisme de gauche, tels qu'« Amitiés chrétiennes » ou

6 Cf. Christiane FALBISANER-WEEDA, « Emmanuel Mounier », in : N. COLIN *et al.* (éd.), *Lexikon* (note 1), p. 360-361 ; *id.*, « Emmanuel Mounier et l'Allemagne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 21/2 (1989), p. 257-279.

7 Cf. Jean-Marie Soutou. *Un diplomate engagé : Mémoires 1939-1979*, édité par Georges-Henri Soutou, Paris, Éditions de Fallois, 2011.

8 Cf. Joseph ROVÁN, *Mémoires d'un Français qui se souvient d'avoir été Allemand*, Paris, Seuil, 1999 (désormais : *Mémoires*), p. 235.

«Témoignage chrétien»⁽⁹⁾. À cela s'ajoutait le fait que Mounier s'intéressait personnellement à la question de l'avenir des relations franco-allemandes. Porté par ces convictions, Mounier confia à Rován la tâche d'analyser les évolutions en cours en Allemagne. Entre les deux hommes prit forme une relation marquée par le respect mutuel, qui resta cependant un peu froide et distante. C'est au moins ainsi qu'elle fut perçue par Rován (*Mémoires*, p. 237). Toutefois, c'est moins par son rôle de secrétaire de rédaction qu'en tant qu'auteur et penseur de l'Allemagne et des nouveaux rapports franco-allemands que Rován marqua *Esprit*.

Le 1^{er} octobre 1945 parut dans la revue l'article-manifeste «L'Allemagne de nos mérites»⁽¹⁰⁾. La thèse, très audacieuse, est connue: Rován en appelait les puissances d'occupation française et alliées à agir selon un point de vue moral, démocratique et universaliste. Il estimait que l'Allemagne à venir dépendrait très largement de la capacité des Alliés à faire de ce pays une démocratie. Les occupants se voyaient investis d'une responsabilité particulière à l'égard de l'Allemagne vaincue. Les Alliés et en particulier la France avaient le devoir d'offrir un avenir à l'Allemagne et pour cela devaient renoncer à la vengeance, ce qui allait à rebours des émotions les plus partagées de l'époque⁽¹¹⁾: «Mais plus la France a souffert de l'Allemagne [...], plus elle se doit de ne pas faire souffrir l'Allemagne par des injustices et des désordres de même essence que ceux que l'Allemagne lui a infligés» (p. 532). Rován, *malgré* Dachau – mais surtout *à cause* de Dachau – exigeait encore davantage, une forme d'empathie de la victime pour son ancien bourreau: «Nous ne pouvons tenter de rééduquer l'Allemagne sans une attention passionnée et respectueuse à l'esprit allemand» (p. 539). Il lui assignait aussi le devoir d'exemplarité: «Plus nos ennemis avaient terni la figure humaine, plus nous sommes tenus à la respecter en eux et même à l'embellir» (p. 534). L'Allemagne nazie – et il entendait par là non seulement la barbarie des bourreaux, mais aussi le consentement par indifférence des «gens ordinaires» – doit servir de repoussoir: «Quand de grandes souffrances et de grands tourments bouleverseront notre zone d'occupation (et comment échappera-t-elle à la famine quand la France se nourrit à peine?), les Français resteront-ils à l'écart, fermant les yeux, comme les habitants de Dachau quand passaient les déportés?» (p. 534). Les expériences de la guerre – occupation, Vichy, Résistance, déportation et en particulier sa propre expérience à Dachau – auxquelles Rován se réfère de manière explicite et récurrente ont renforcé ses convictions éthiques et universalistes: «L'expérience que nous ramenons des camps de déportation et d'extermination nous met en garde contre toutes les

9 Cf. E. PICARD, «Médiation franco-allemande ou intégration réussie?» (note 2), p. 69; cf. François et Renée BÉDARIDA, «Une Résistance spirituelle: Aux origines du 'Témoignage chrétien' 1941-1944», *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale et des conflits contemporains*, 61 (1966), p. 3-33.

10 Joseph ROVÁN, «L'Allemagne de nos mérites», *Esprit*, n° 115, octobre 1945, p. 529-540.

11 Dans sa très récente thèse de doctorat, Henning Fauser rappelle combien l'idée de la revanche et de la vengeance était présente dans l'opinion publique française au lendemain de la guerre, y compris chez les anciens déportés et concentrationnaires. Il note que l'article de Rován n'eut guère d'écho – quand il ne fut pas mal accueilli – dans les associations d'anciens déportés. Henning FAUSER, «Représentations de l'Allemagne et des Allemands chez d'anciens concentrationnaires en France», thèse dirigée en cotutelle par Annette Wieviorka (CNRS-Paris 1-Panthéon-Sorbonne) et Dorothee Röseberg (Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg), soutenue à Paris le 15 décembre 2015, p. 85.

abdications de l'esprit » (p. 534). Dans cet article, on pressent déjà – mais à l'automne 1945 Rován ne peut ou ne veut l'énoncer si abruptement – la thèse selon laquelle la Deuxième Guerre mondiale aurait été avant tout une guerre civile européenne: « Entre les hommes de la volonté de puissance, appuyés sur toute la foule des inconscients et des indifférents, et ceux qui exaltent la dignité de l'homme, le combat continue » (p. 534-535). Il condamne tant Vichy que l'Allemagne nazie⁽¹²⁾ et tente de dépasser la perspective nationale en parlant des « hommes », mais il n'ose encore affirmer – comme il le fera ultérieurement – les solidarités transnationales⁽¹³⁾. Relevons enfin que dans cet article s'exprime déjà la conscience profonde d'une interdépendance historique franco-allemande indépassable: la France est « tutrice » de l'Allemagne; elle a « charge d'Allemagne » et l'Allemagne est sa « pupille »; « L'Allemagne nous a prouvé la solidarité de nos destins » (p. 534). Notons ici qu'il n'est pas encore question d'Europe et que cet article est une réflexion d'ensemble sur l'attitude morale de la France en Allemagne: il traite des grands principes de l'occupation et de la rééducation (ce qu'on peut résumer ainsi: enseigner les Droits de l'homme en respectant l'Allemagne et les Allemands); en aucun cas Rován ne dresse un catalogue de mesures concrètes à prendre en Allemagne occupée.

Si la postérité à long terme de cet article d'octobre 1945 a été considérable, on sait beaucoup moins que « L'Allemagne de nos mérites » est en fait une série de trois contributions du même nom, parues respectivement dans *Esprit* en octobre 1945, décembre 1946 et mai 1949⁽¹⁴⁾. L'article de la fin 1946, portant le sous-titre « Un an après », est un remarquable bilan, concret, doublé d'une réflexion sur le rôle des perceptions croisées des vainqueurs et des vaincus⁽¹⁵⁾. Il porte un regard sobre sur la situation politique, économique et sociale des deux pays et dévoile les dangers du « métier d'occupant ». Rován relève en premier lieu que les deux pays sont sortis misérables de la guerre. Pour la France, en tant que vainqueur et puissance d'occupation, la misère constitue une situation dangereuse. D'une part, elle accroît les risques de vengeance et de ressentiment: « Vaincue, pillée, martyrisée, la France occupante peut tenter de venger la France occupée. Elle a pris sa revanche, elle prend sa revanche » (p. 787). D'autre part, il est particulièrement difficile à une France sortie tellement appauvrie de la guerre de faire face à la misère de l'Allemagne. C'est là une des différences importantes avec les autres puissances d'occupation, surtout occidentales. Rován souligne ensuite que, pour compenser l'incontestable perte de pouvoir et le sentiment toujours

12 « Nous avons pour l'avoir appris de l'occupation allemande et de l'arbitraire vichyssois ce que nous souhaitons ne plus jamais revoir, ni chez nous ni chez autrui » (p. 125).

13 Relatant son expérience à Dachau, Rován écrit: « À nos yeux, les prisonniers politiques allemands étaient nos forces de combat contre les gens de Vichy et ceux de la "Légion" les alliés de nos adversaires nazis. Ce fut là une différence essentielle par rapport à la Première Guerre mondiale. La Seconde fut, à beaucoup d'égards, une guerre civile européenne », Joseph ROVÁN, *France-Allemagne 1945. Bâtir un avenir commun* (conférence de 1998, parution en 2000), www.futuribles.com/PAX/Rovan.doc.

14 Petra Weber a été l'une des premières à attirer l'attention sur ce fait et à souligner que Rován avait occulté les « suites » de l'article d'octobre 1945 dans ses mémoires, donnant ainsi une version beaucoup plus lisse et linéaire du rapprochement franco-allemand. P. WEBER, « Die deutsch-französischen Beziehungen im Spiegel von Autobiographien » (note 2), p. 480-485.

15 Joseph ROVÁN, « L'Allemagne de nos mérites II. Un an après », *Esprit*, 14, décembre 1946, p. 787-796.

douloureux d'avoir été vaincu, l'occupant français peut être tenté de mener une politique de prestige surdimensionnée et mal inspirée (nourrie de parades militaires et sombrant dans la propagande). Il critique « l'esprit colonialiste et militariste » de bien des membres du gouvernement militaire français en Allemagne et dénonce une « vice-royauté mi-coloniale mi-féodale » (p. 794). À cela s'ajoute que Paris n'a pas d'idée claire de sa politique allemande comme de sa politique d'occupation !

En décembre 1946, Joseph Rovin ne faisait pourtant pas partie de ceux qui pensaient que la politique d'occupation avait échoué. En marge des risques ou excès et des nécessaires mesures répressives prises par l'occupant français, il identifiait des éléments positifs : on travaillait à la reconstruction et à la rééducation. La tâche principale de l'occupant était, selon lui, celle de « rééducateur » à la démocratie, à la liberté et à l'esprit critique. L'occupant devait être « une autorité essentiellement civique et pédagogique » elle-même exemplaire (thème longuement développé dans le premier article d'octobre 1945). Sa définition de l'« administrateur rééducateur » est audacieuse et, pour l'époque, dérangeante : « Il est à la fois le représentant de la France vaincue et victorieuse et de la démocratie dont les Allemands, selon le cas, n'attendent rien ou attendent tout » (p. 793). Rovin louait le travail de la direction de l'Éducation publique (DEP) du gouvernement militaire, responsable notamment des questions de jeunesse, dont les collaborateurs pratiquaient « une pédagogie active » (p. 793). Aussi, en conclusion, voyait-il encore une « chance de la France ». Il s'agissait de « rétablir l'esprit d'entente internationale par la construction d'une société nouvelle, qui devra affronter les mêmes difficultés et les mêmes ennemis » (p. 795). La solidarité de destin se précise : elle n'est plus seulement le constat résultant des drames du passé, mais elle revendique un avenir pacifique. Celui-ci n'est pas encore clairement énoncé. Rovin ne parle toujours pas d'Europe. Son souci est de ne pas aggraver les tensions déjà très perceptibles entre les Soviétiques et les Occidentaux : « La France seule a intérêt à ne pas élargir le fossé qui – en Allemagne, à travers l'Allemagne, à travers chaque Allemand – tend à séparer l'Est et l'Ouest » (p. 796).

Ce bilan de la fin 1946 est ambivalent, mais non dépourvu d'espoir. L'action qui lui paraissait la plus positive était précisément celle pour laquelle il devait peu après s'engager auprès du gouvernement militaire : la jeunesse et la culture populaire. Avant d'analyser le rôle de Rovin en tant que collaborateur des services éducatifs en zone française d'occupation, et pour mieux saisir son apport et ses méthodes, il faut prendre en compte deux autres aspects de ses activités dans l'immédiat après-guerre en faveur de l'éducation populaire et de la réorientation des prisonniers de guerre allemands.

L'engagement associatif au service de la jeunesse et de l'éducation populaire

Quand Rovin écrivit la deuxième partie de « L'Allemagne de nos mérites », il connaissait bien la politique française de « rééducation du peuple allemand » – comme on disait à l'époque – ainsi que la « pédagogie active » pratiquée en France⁽¹⁶⁾. Déjà

16 Voir à ce sujet Corine DEFANCE, *La politique culturelle de la France sur la rive gauche du Rhin, 1945-1955*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1994 ; Stefan ZAUNER, *Erziehung und Kulturmission. Frankreichs Bildungspolitik in Deutschland 1945-1949*, Munich, Oldenbourg, 1994 ; Jacqueline PLUM, *Französische Kulturpolitik in Deutschland 1945-1955. Jugendpolitik und internationale Begegnungen als Impulse für Demokratisierung und Verständigung*, Wiesbaden, DUV, 2007.

avant la guerre et sous l'influence de l'écrivain Jean Giono, il s'était passionnément intéressé à la question de la « culture populaire ». Même son engagement en Résistance résultait de la conviction selon laquelle la défaite de juin 1940 reflétait l'échec d'une « culture trop abstraite, trop intellectuelle, trop bourgeoise – à la fois élitiste et citadine » (*Mémoires*, p. 153). Certes, il était tout à fait conscient de l'ambiguïté de la culture de la jeunesse et de l'éducation populaire : « Le langage de Vichy, de la 'révolution nationale', se confondait au moins partiellement avec le nôtre » (*Mémoires*, p. 154). Mais dans le mouvement de Résistance auquel il avait appartenu, « Jeune France »⁽¹⁷⁾, ainsi qu'à l'École des cadres d'Uriage (organisation intellectuelle et élitiste, proche de la Résistance depuis la fin 1942)⁽¹⁸⁾, on n'avait pas accepté la défaite et on avait refusé la collaboration. En juin 1945, quand Rován revint de Dachau où il avait passé onze mois, son ami et mentor Jean-Marie Soutou lui proposa de travailler pour l'association « Travail et Culture » (TEC). Il s'agissait d'une organisation issue de la Résistance, plaçant au centre de ses activités la musique et l'art⁽¹⁹⁾. Rován était chargé des contacts de TEC avec le gouvernement et avec d'autres organisations sociétales similaires agissant dans le champ de la culture populaire. À partir de 1946, il prit ses distances avec TEC, quand l'influence de la CGT, procommuniste, devint trop grande à son goût. Il se tourna alors vers « Peuple et Culture » (PEC), une autre association fondée en 1944 par d'anciens résistants et membres de l'École des cadres d'Uriage. « Peuple et Culture » se vouait à la formation intellectuelle et culturelle des jeunes adultes. L'organisation innovait par ses méthodes : ciné-clubs, conférences, manifestations artistiques, usage des médias, etc.⁽²⁰⁾. Sa devise, à laquelle Rován se référa inlassablement, était de « rendre le peuple à la culture et la culture au peuple ». Rován travailla à « Peuple et Culture » de 1945/46 jusqu'à la fin des années 1970⁽²¹⁾.

Si les archives de l'association (PEC) sont conservées aux Archives départementales du Val-de-Marne à Créteil, les activités menées par Rován dans ce cadre restent à analyser dans le détail. Mais une étude pionnière de Marie-Bénédicte Vincent a montré

Pour un résumé très succinct de la « politique de rééducation » française en Allemagne, voir Corine DEFRAÏNCE, « Rééducation du peuple allemand », in : *Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale*, dirigée par Guillaume PIKETTY et Jean-François MURACCIOLE, Paris, Robert Laffont, Bouquins, 2015, p. 1094-1096.

17 Véronique CHABROL, « L'ambition Jeune France », in : Jean-Pierre RIOUX (éd.), *Politiques et pratiques culturelles dans la France de Vichy, Cahiers de l'Institut d'histoire du Temps Présent*, n° 8, 1988, p. 115-116.

18 Cf. Bernard COMTE, « L'École nationale des cadres d'Uriage, une communauté éducative non conformiste à l'époque de la Révolution nationale (1940-1942) », thèse de l'Université de Lyon II, 1987 ; Antoine DELESTRE, *Uriage, une communauté dans la tourmente (1940-1945)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1989 ; John HELLMANN, *The Knight-monks of Vichy France: Uriage (1940-1945)*, Montréal, Mac Gill University Press, 1993.

19 J. PLUM, *Französische Kulturpolitik in Deutschland* (note 16), p. 54-61 ; voir également J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 250.

20 Jean-François CHOSSON (éd.), *Peuple et Culture 1945-1995. 50 ans d'innovation au service de l'éducation populaire*, Paris, PEC, 1995.

21 J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 154-155 ; 246-260. Voir aussi Joseph ROVÁN, « Les associations de jeunes au service de l'entente franco-allemande », in : Gilbert KREBS, Hansgerd SCHULTE (éd.), *Passe-relles et passeurs. Hommages à Gilbert Krebs et Hansgerd Schulte*, Asnières, PIA, 2002, p. 289-292.

que Rován avait été le principal orchestrateur des relations internationales de l'association⁽²²⁾. Il plaida pour l'engagement systématique de PEC en Allemagne de l'Ouest, ce qu'il défendit, devant des militants initialement très réservés, par l'importance essentielle de la question de la démocratisation de l'Allemagne. Mais la notion d'Europe resta une pierre d'achoppement au sein de l'organisation jusqu'aux années 1960. Rován concevait une Europe la plus large possible, pratiquement une Europe géographique. Il n'entendait pas si facilement renoncer aux contacts avec l'Europe de l'Est ni avec la zone d'occupation soviétique devenue la République démocratique allemande à l'automne 1949⁽²³⁾. Trois ans après avoir publié la deuxième partie de « L'Allemagne de nos mérites », il ne voulait pas jeter de l'huile sur le feu de la guerre froide.

Au sein de « Travail et Culture » comme de « Peuple et Culture » et de leur centre de documentation commun, Rován fut dès le départ la personne chargée de tout ce qui avait trait à l'Allemagne. Au printemps 1946, il reçut la visite de Jacques Deshayes, chef du bureau Jeunesse, Sport et Éducation populaire du gouvernement militaire français pour le pays de Bade. Ce dernier avait lu son article d'octobre 1945 dans *Esprit* ainsi que d'autres de ses rapports parus dans des publications de TEC et PEC. Il l'invita à venir donner des conférences en Allemagne, à y animer des séminaires pour le personnel d'encadrement des universités populaires, à développer des programmes culturels. Pendant un an et demi, Rován travailla comme expert et collaborateur extérieur de la direction culturelle du gouvernement militaire français en Allemagne. Les principaux membres de « Peuple et Culture » (Joffre Dumazedier, Benigno Caceres, Chris Marker, Jean-Marie Serreau, André Bazin) s'impliquèrent à ses côtés dans les activités menées en Allemagne, et les contacts de « Peuple et Culture » avec le pays voisin se développèrent progressivement au point de devenir un axe fort de l'organisation⁽²⁴⁾. À cette époque, Rován entra en contact avec différents membres du gouvernement militaire, acteurs de la politique française d'occupation, et se familiarisa avec les initiatives entreprises. Dès l'automne 1945, il avait fait connaissance du père jésuite Jean du Rivau – fondateur du Bureau International de Liaison et de Documentation (BILD) et des revues jumelles *Documents* et *Dokumente* (1945)⁽²⁵⁾. Le BILD jouerait ultérieurement un rôle toujours plus important dans la vie de Rován. À partir de 1946, il organisa plusieurs rencontres franco-allemandes de jeunesse dans la zone française. En 1947, il prit part à la première rencontre bilatérale d'écrivains, initiée par du Rivau⁽²⁶⁾. Il rencontra

22 Marie-Bénédicte VINCENT, « Les dimensions européennes d'un projet d'éducation populaire : l'association Peuple et Culture de 1944 au seuil des années 1970 », in : Yves DÉNÉCHÈRE et Marie-Bénédicte VINCENT (éd.), *Vivre et construire l'Europe à l'échelle territoriale de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, p. 85-98.

23 *Ibid.*, p. 91-96.

24 J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 259 et 266.

25 Cf. Dominique BOUREL, « Jean du Rivau » et « Bureau international de liaison et de documentation (BILD) », in : N. COLIN et al. (éd.), *Lexikon* (note 1), p. 396-397 et p. 146-147 respectivement ; dans le même ouvrage, voir Martin STRICKMANN, « Dokumente/Documents », p. 214-215 ; voir encore Raïssa MÉZIÈRES, « Documents, revue des questions allemandes, et l'idée européenne, 1945-1949 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin (Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne)*, 5 (1998), p. 33-50.

26 Cf. Martin STRICKMANN, « Deutsch-französische Schriftstellertreffen », in : N. COLIN et al. (éd.), *Lexikon* (note 1), p. 196-198 ; René WINTZEN, « Les rencontres franco-allemandes d'écrivains (1945-1984) », *Allemagne d'Aujourd'hui*, 112 (1990), p. 93-103.

alors les deux intellectuels Eugen Kogon, survivant de Buchenwald, et Walter Dirks (directeurs des *Frankfurter Hefte*), avec lesquels il se lia d'amitié et coopéra des années durant (ils organisèrent ensemble les entretiens européens, mis sur pied par le syndicat ouest-allemand DGB à Recklinghausen)⁽²⁷⁾.

Aux côtés d'Edmond Michelet: Rován et les prisonniers de guerre allemands en France

Depuis son arrivée à Dachau en juillet 1944, Joseph Rován s'était lié d'amitié avec Edmond Michelet, interné au camp depuis septembre 1943⁽²⁸⁾. Rován fut l'un de ses plus étroits collaborateurs. Nommé «Kapo» au fichier central du camp, en raison de son excellente connaissance de la langue allemande – un poste clé dans la «hiérarchie» des détenus –, il avait secondé son aîné dans l'organisation de la communauté française⁽²⁹⁾. Quand Michelet fut nommé ministre des Armées en 1946, il demanda aussitôt à Rován d'entrer à son cabinet. Il lui confia en particulier le dossier des prisonniers de guerre allemands en mains françaises. Ils étaient presque un million⁽³⁰⁾. En tant que chrétiens et anciens déportés, Michelet et Rován entendaient améliorer les conditions de vie matérielle très dures des prisonniers de guerre dans les camps français et notamment répondre aux problèmes d'approvisionnement – ce qui s'avéra particulièrement difficile⁽³¹⁾. Rován avait pour mission de veiller à ce qu'il n'y ait jamais en France de «petit Dachau» (*Mémoires*, p. 214). Une fois encore on saisit combien l'expérience concentrationnaire fut sa boussole intérieure. Rován s'engagea avec ferveur pour la «réorientation culturelle des Allemands prisonniers» (*Mémoires*, p. 218)⁽³²⁾. À ce moment-là étaient expérimentées des méthodes de formation des futures élites allemandes. Ainsi, au camp de prisonniers de Chartres, une sorte de faculté catholique avait été constituée pour recruter et former de futurs prêtres allemands. Cette action fut initiée et conduite par l'abbé Franz Stock⁽³³⁾. À Montpellier, on formait des pasteurs protestants dans un camp de prisonniers. Aussi Rován proposa-t-il à Michelet de mettre sur pied, sur un modèle similaire, un camp pour jeunes officiers désireux de participer au développement démocratique de l'Allemagne. C'est ainsi que fut fondé le camp de Saint-Denis, près de Paris. Au départ, seulement sept officiers se portèrent volontaires pour cette expérience. Jusque vers 1947/48, ils furent environ 220 anciens officiers de la *Wehrmacht* à passer par Saint-Denis. Rován y organisait des conférences, des débats avec d'anciens résistants et déportés, avec des personnalités politiques comme Michelet, Mounier ou même le chef du parti communiste Maurice

27 Cf. J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 290.

28 Cf. Edmond MICHELET, *Rue de la Liberté*, Paris, Seuil, 1955.

29 Cf. J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 190-213 (ici p. 195 sq.); ID., *Contes de Dachau*, Paris, Julliard, 1987.

30 Cf. Fabien THÉOFILAKIS, *Les prisonniers de guerre allemands, France 1944-1949, une captivité de guerre en temps de paix*, Paris, Fayard, 2014.

31 *Ibid.*, p. 79-80. Claudia Moisel a rappelé que cette question du traitement des prisonniers de guerre allemands en France avait fait l'objet d'une polémique dans la presse dans les années 1980, à laquelle Rován avait répondu en souhaitant que les chercheurs s'emparent de la thématique. Cf. C. MOISEL, «Joseph Rován. Ein bürgerliches Leben» (note 1), p. 124-125.

32 Plus généralement, voir J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 214-226.

33 Cf. Doris HILBER, «Le séminaire des prisonniers de Chartres, 1945-1947», *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 23/4 (1991), p. 487-497.

Thorez. Il fonda en son sein une bibliothèque avec accès libre à la presse. Au camp de Saint-Denis séjourna notamment Walter von Cube. Il avait été directement recruté par Rován et il fut libéré très rapidement, car les autorités françaises en zone d'occupation avaient besoin d'une personnalité compétente pour gérer le *Südwestfunk*, station de radio qu'ils avaient fondée en 1946 à Baden-Baden. Rován leur envoya von Cube et c'est ainsi que naquit une longue et amicale coopération entre les deux hommes (*Mémoires*, p. 223). Dans ses *Mémoires*, Rován confie que le mot rééducation ne lui a jamais plu et qu'il lui a toujours préféré le terme de « réorientation » (cependant dans les trois volets de « L'Allemagne de nos mérites », il parle constamment de « rééducation »). Il s'agissait en réalité d'une « auto-réorientation », certes encadrée⁽³⁴⁾. Son engagement pour les anciens officiers et les méthodes utilisées sont le prolongement de son travail mené pour « Travail et Culture » et « Peuple et Culture » (*Mémoires*, p. 221).

Quand Rován fut appelé par Michelet à son cabinet, il n'avait pas encore la nationalité française. Ce n'est qu'en octobre 1946 qu'il fut officiellement naturalisé⁽³⁵⁾, alors qu'il était arrivé à Paris en 1934 comme jeune émigré allemand d'origine juive (mais d'une famille convertie de longue date au protestantisme). Depuis son adolescence (il avait 16 ans en 1934) il s'était toujours davantage senti français⁽³⁶⁾. Dans ses *Mémoires*, il rapporte comment, à la fin de l'été 1940, il avait eu une opportunité d'émigrer aux États-Unis. Il ne la saisit pas, parce qu'il n'était pas prêt à reprendre le chemin de l'exil. Il commenta : « Ce jour-là, j'ai vraiment fait un choix de vie et un choix de pays. Dans un certain sens, c'est ce jour-là que je suis devenu français » (p. 141).

Quand Rován quitta le ministère, en février 1947, suite à la constitution du gouvernement Ramadier, il poursuivit cependant son action auprès des prisonniers de guerre allemands. L'historien Henri Brunschwig, chef du service des émissions en langue allemande à la Radiodiffusion française, avait mis sur pied des émissions à destination de l'Allemagne et des Allemands. Jusqu'en 1948, Rován anima des émissions pour les prisonniers de guerre allemands. Dans sa belle étude, Sara Włodarczyk a mis en lumière le rôle des spécialistes de l'Allemagne au service de la radio après 1945⁽³⁷⁾. Elle a en particulier analysé les activités de Rován. Ce dernier commentait la situation politique, militaire, économique et culturelle en France comme en Allemagne. Il répondait à des questions posées par des prisonniers de guerre et une correspondance importante s'est établie entre l'animateur et ses auditeurs prisonniers de guerre ! Sara Włodarczyk a insisté sur le rôle de Rován les encourageant à rester en France après leur libération en tant que « travailleurs libres » et à devenir ainsi des médiateurs entre

34 J. ROVÁN, *France-Allemagne 1945* (note 13).

35 J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 216 et 265.

36 « Je n'ai pas eu la moindre difficulté, dès le début, à me sentir français ; je l'étais par destination », *Mémoires* (note 8), p. 100.

37 Cf. Sara WŁODARCZYK, « Comprendre et expliquer l'Allemagne. Prises de parole de spécialistes français à la radio de 1945 au milieu des années 1960 », sous la direction de Vincent Duclert et Edgar Wolfrum, EHESS / Ruprecht-Karls-Universität Heidelberg, mémoire de master 2, mai 2014. Voir aussi Sara WŁODARCZYK, « La radiodiffusion française et le Südwestfunk. Aspects de l'émergence d'un dialogue radiophonique franco-allemand après 1945 », in : Dietmar HÜSER, Ulrich PFEIL (éd.), *Populärkultur und deutsch-französische Mittler / Culture de masse et médiateurs franco-allemands*, Bielefeld, Transcript, 2015, p. 127-137.

les deux pays: « Votre travail avec des travailleurs libres aidera aussi la cause de la liberté en Allemagne. C'est pourquoi nous nous réjouissons aujourd'hui ensemble de voir des prisonniers devenir travailleurs libres » ou bien encore « Mes auditeurs, en terminant, je voudrais vous dire que toutes ces décisions concernant cette œuvre ont pour but la réconciliation et la compréhension mutuelle entre notre peuple et tous les autres peuples du monde entier »⁽³⁸⁾. À la radio, il a toujours insisté sur une mission commune, franco-allemande, pour établir la paix. Il s'est engagé pour une réconciliation, qui ne devait pas être seulement franco-allemande, mais unir « tous les peuples du monde »⁽³⁹⁾. Ces appels lancés dès 1947 montrent combien Rován était un pionnier en pensant que les prisonniers de guerre pouvaient constituer un vivier pour le rapprochement et la réconciliation⁽⁴⁰⁾. Ces émissions furent sa première expérience avec les médias. Ceux-ci devaient par la suite prendre une place très importante dans sa vie.

2. Joseph Rován, acteur et observateur critique de la politique française en Allemagne

Fin 1947, Joseph Rován se retrouva pratiquement sans travail. Ses fonctions au ministère des Armées avaient pris fin depuis quelques mois; il était encore au comité de direction de « Peuple et Culture », mais il n'en était plus salarié, ayant démissionné de ses fonctions suite à des querelles politiques internes⁽⁴¹⁾. À *Esprit*, Domenach avait pris son poste de secrétaire de rédaction comme prévu, mettant fin ainsi à l'intérim Rován.

L'une des dernières activités qu'il organisa à la fin de l'année, en tant que membre de l'équipe de « Peuple et Culture », fut une rencontre franco-allemande au Titisee, en Forêt Noire, avec des lecteurs français en poste dans les universités allemandes. Elle portait sur la question du film, du théâtre et de la musique dans l'éducation populaire⁽⁴²⁾. Raymond Schmittlein – chef de la Direction de l'Éducation Publique (DEP) – assista à cette manifestation et lui proposa alors de rejoindre officiellement les services culturels du gouvernement militaire à Baden-Baden⁽⁴³⁾.

38 Cf. S. WŁODARCZYK, « Comprendre et expliquer l'Allemagne » (note 37), p. 145-147, Retranscriptions de deux émissions de Rován au *Südwestfunk*, sans date [1947], p. 242-249.

39 *Ibid.*, p. 245.

40 Fabien Théofilakis a montré que les prisonniers de guerre allemands en France n'avaient pas eu conscience dans cet immédiat après-guerre, ni même après, de pouvoir être des artisans « politiques » du rapprochement bilatéral. C'est un récit qui s'est construit bien plus tard alors que se forgeait le « mythe » de la réconciliation franco-allemande. Voir Fabien THÉOFLAKIS, « D'un après-guerre à un avant-paix : le rapprochement franco-allemand face à l'expérience des prisonniers de guerre allemands en mains françaises (1945-1948) », in : Corine DEFRAÏCE, Michael KISSNER, Pia NORDBLOM (éd.), *Wege der Verständigung zwischen Deutschen und Franzosen nach 1945. Zivilgesellschaftliche Annäherungen*, Tübingen, Narr-Verlag, 2010, p. 57-72. Au sujet de l'instrumentalisation du rôle des prisonniers de guerre dans le récit de la réconciliation franco-allemande, voir Ulrich PFEIL, « 'Alles begann mit der Jugend' : die Städtepartnerschaft zwischen Saint-Étienne und Wuppertal » in : C. DEFRAÏCE *et al.* (éd.), *Wege der Verständigung*, op. cit., p. 205-222. L'auteur montre comment, dans les années 1980, l'origine du jumelage fut soudain attribuée à l'initiative des anciens prisonniers de guerre, tandis qu'il résultait en réalité d'un échange scolaire.

41 Cf. J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 271.

42 Cf. M.-B. VINCENT, « Les dimensions européennes d'un projet d'éducation populaire » (note 22), p. 89.

43 Cf. J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 263, 271.

Rovan et la section « Jeunesse et culture populaire » du gouvernement militaire

De janvier 1948 à la fin 1951, Rován fut le chef du bureau de l'« Éducation populaire » à la direction de l'Éducation publique, d'abord installée à Baden-Baden (jusqu'en 1949) puis à Mayence (de 1949 à la fin 1951). Ainsi le médiateur issu de la société civile devenait un acteur officiel de la politique culturelle menée par le gouvernement militaire français en Allemagne. Il opta pour ce changement de statut, parce qu'il pensait alors que c'était à ce poste « officiel » qu'il pourrait le plus efficacement poursuivre son engagement en faveur de la démocratisation et de la compréhension entre les peuples. Il est vrai qu'étant donné sa situation professionnelle précaire, il n'avait alors qu'une marge de manœuvre réduite ! Dans ses *Mémoires*, il précisa : « Nous étions en Allemagne pour aider ceux des Allemands dont le passé nazi ne les excluait pas à bâtir une nouvelle démocratie et à créer une solidarité désormais inébranlable entre nos deux peuples » (p. 285).

Au sein du gouvernement militaire, Rován avait la pleine confiance de son chef direct, Charles Moreau, responsable de la section « Jeunesse et Culture populaire » et du directeur Raymond Schmittlein. Les deux lui laissèrent une grande liberté d'action et lui accordèrent des crédits importants pour mener ses initiatives dans la zone française et aussi, sur demandes alliées, en zones anglo-américaines⁽⁴⁴⁾. Il devait informer les responsables allemands d'universités populaires de tout ce qui avait trait à l'éducation populaire en France, des méthodes modernes d'acquisition des langues étrangères ainsi que des différents programmes culturels concernant la France. Rován se chargea aussi de recruter des lecteurs français pour les universités populaires allemandes⁽⁴⁵⁾. De 1946 à 1950, une trentaine de jeunes lecteurs français travaillèrent dans les universités populaires de zone française⁽⁴⁶⁾. Ils y enseignaient le français et organisaient des cours ou des conférences sur divers aspects de la culture française. Ils jouaient aussi un rôle important en dehors même du cadre des *Volkshochschulen* en tant qu'« ambassadeurs » auprès des milieux sociaux les moins favorisés⁽⁴⁷⁾. Ultérieurement, Rován a toujours insisté sur le fait que les *Volkshochschulen* étaient des institutions allemandes et n'avaient pas été « imposées » par les Français. Cependant, comme l'a montré Jacqueline Plum, Rován a contribué à la fondation d'établissements d'éducation populaire et il en a développé le rayon d'action et l'impact social. Selon les directives du gouvernement militaire, ces universités populaires devaient se tenir en dehors des influences religieuses et politiques : « en public, elles devaient afficher leur neutralité et rechercher le soutien des syndicats et des administrations municipales »⁽⁴⁸⁾.

Bientôt Rován organisa des voyages d'information en France et mit sur pied des programmes pour la rééducation (ou réorientation) des anciens « cadres » des mouvements

44 Cf. J. ROVAN, *Mémoires* (note 8), p. 269 ; au sujet des crédits attribués aux activités de jeunesse, voir Corine DEFANCE, « Éléments d'une analyse de la politique culturelle française en Allemagne à travers son financement, 1945-1955 », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 23/4 (1991), p. 499-518.

45 Cf. Emmanuelle PICARD, « Des usages de l'Allemagne. Politique culturelle française en Allemagne et rapprochement franco-allemand 1945-1963 », thèse de doctorat sous la direction de Jean-Pierre Azéma, Institut d'études politiques de Paris, soutenue le 16 janvier 1999, p. 206.

46 Cf. Joseph ROVAN, « Les relations franco-allemandes dans le domaine de la jeunesse et de la culture populaire (1945-1971) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 4/3 (1972), p. 675-704, ici p. 682.

47 Cf. J. ROVAN, « La culture populaire en Allemagne », *Allemagne* (Bulletin d'information du Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle), n° 6, 1^{er} avril 1950, p. 4.

48 Cf. J. PLUM, *Französische Kulturpolitik in Deutschland* (note 16), p. 121.

de jeunesse nazis (*Hitlerjugend* et *Bund Deutscher Mädel*)⁽⁴⁹⁾. Fin 1948, il fonda l'Institut de rencontres internationales (*Institut für internationale Begegnungen*) de Fribourg, organisation de la société civile qui entendait poursuivre les activités de jeunesse du gouvernement militaire français. Il voulait aussi faire connaître dans les pays tiers les expériences franco-allemandes : des Néerlandais, des Italiens prirent part aux rencontres de l'Institut de Fribourg. Dans ses *Mémoires*, il écrit : « Nous pensions [...] dès ce moment, que la construction de la démocratie allemande et la réconciliation franco-allemande devaient s'inscrire dans un cadre élargi, européen » (p. 271), en ajoutant qu'il n'avait jamais pu se résoudre à accepter la séparation Est-Ouest ! Il n'a jamais tenté de gommer cette utopie de sa jeunesse et, avant la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, il a même réaffirmé son rêve d'une Europe unie, mais en modifiant substantiellement son argumentation. Alors qu'en décembre 1946, dans « L'Allemagne de nos mérites (II) » il avait écrit : « La France, nation de l'Ouest, sait que la construction du socialisme est chimère et mensonge si elle est tentée contre les nations soviétiques et les pays qu'elles viennent de libérer » (p. 796) – ce qui était l'expression de son ancrage dans la gauche (catholique) de l'échiquier politique –, il écrivit en 1987 dans les *Contes de Dachau* : « L'existence misérable partagée à Dachau avec une grande majorité de ressortissants des pays de l'Europe orientale [...] m'a rendu à jamais incapable de me résigner à une Europe qui ne comprendrait que des composantes occidentales » (p. 74). À l'espérance politique avait succédé l'exigence civilisationnelle issue de l'expérience concentrationnaire, mais à plus de 40 ans de l'événement.

Quand le haut-commissariat français en Allemagne succéda en 1949 au gouvernement militaire, Rován disposa de moyens financiers encore accrus pour poursuivre son action nettement orientée vers l'avenir⁽⁵⁰⁾. Il mit sur pied une équipe de « lecteurs ambulants » pour les universités populaires, organisa des voyages en France pour le personnel allemand en charge de l'éducation populaire et des ciné-clubs, ainsi qu'un grand nombre de colloques et conférences. En 1949, il orchestra l'une des plus importantes rencontres de jeunesse de l'immédiat après-guerre, qui se tint à Vlotho, en zone d'occupation britannique : ses collègues anglais l'avaient prié d'organiser cet événement pour leur faire connaître les méthodes françaises en matière d'éducation populaire et de rencontres de jeunesse⁽⁵¹⁾.

Pendant son séjour en Allemagne, Rován travailla régulièrement pour la station radio *Südwestfunk* (SWF), notamment pour l'émission « Wir jungen Menschen » et pour d'autres émissions à caractère politique. Ainsi, en 1949, il commenta les premières élections au *Bundestag* organisées peu après la fondation de la République fédérale. Pour la jeune génération, ce média représentait un instrument idoine : il permettait de toucher un public large et pas seulement les intellectuels. Il était le vecteur privilégié – l'outil par excellence de la culture populaire⁽⁵²⁾ !

49 Cf. J. ROVAN, *Mémoires* (note 8), p. 272, 283, 313,

50 Cf. C. DEFANCE, « Éléments d'une analyse » (note 44), p. 516.

51 Cf. J. PLUM, *Französische Kulturpolitik in Deutschland* (note 16), p. 121 sq.

52 Cf. S. WŁODARCZYK, « Comprendre et expliquer l'Allemagne » (note 37), p. 44 ; J. ROVAN, *Mémoires* (note 8), p. 280.

Dans ses *Mémoires*, Rován rapporte qu'en 1952, il rentra de Mayence à Paris avec un grand nombre de cartons d'archives et de matériel divers sur ses activités en Allemagne entre 1946 et 1951. À la fin des années 1990, alors qu'il travaillait à son autobiographie, ces cartons étaient encore dans la cave de sa maison. Mais, d'après les inventaires, ces cartons ne figurent plus dans le fonds Rován conservé aux archives de l'Institut pour la Mémoire de l'Édition Contemporaine (IMEC), à l'Abbaye d'Ardenne près de Caen⁽⁵³⁾. Si l'on ignore ce que ces documents privés concernant les années 1947-1952 sont devenus, cette période n'en demeure pas moins l'une des mieux connues de la vie de Rován, car les chercheurs ont pu avoir accès aux archives du gouvernement militaire français en Allemagne, désormais conservées aux archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères à La Courneuve. Aux archives diplomatiques sont encore conservées des bandes d'enregistrements d'interviews menées avec Joseph Rován, dans le cadre des archives orales de l'occupation française en Allemagne et en Autriche⁽⁵⁴⁾.

Joseph Rován, observateur critique de la politique française d'occupation en Allemagne

Alors que le temps de l'occupation touchait à son terme, Rován écrit la troisième et dernière partie de son article « L'Allemagne de nos mérites ». Cette contribution de 21 pages parue en mai 1949 porte pour sous-titre « La Restauration »⁽⁵⁵⁾. Il s'agit d'une sévère condamnation de l'ensemble de la politique française et alliée en Allemagne et d'une critique acerbe des élites allemandes. Il est intéressant de souligner ici que, des années plus tard, il considéra qu'il avait été trop dur dans son jugement d'alors sur la politique de la RFA naissante et sur l'action menée par Adenauer. Sur la longue durée, la politique chrétienne-démocrate du premier chancelier fédéral – intégration à l'Ouest, consolidation de la République et de la démocratie – lui parut justifiée. Rétrospectivement, les éléments de rupture en 1945 et dans l'immédiat après-guerre lui semblèrent l'emporter sur ceux de continuités avec le III^e Reich ou avec le Reich wilhelmien⁽⁵⁶⁾.

Dans cet article, Rován analyse plus particulièrement la nouvelle perception mutuelle des vainqueurs et des vaincus. Dans le contexte de la guerre froide, les occupants occidentaux et les Allemands – en particulier les Berlinoises de l'Ouest – sont devenus des alliés. Cette nouvelle solidarité transforme la situation politique : la démocratisation de l'Allemagne n'est plus la priorité absolue ; elle a cédé le pas à la logique de la guerre froide, ce qu'il regrette profondément. Toutefois Rován ne juge pas la situation désespérée : il en tire la conclusion que, plus que jamais, la coopération est une nécessité.

53 D'après les inventaires, la très grande majorité des 107 cartons déposés concerne l'action de Rován au BILD et à *Documents. Revue des questions allemandes* des années 1980 au début des années 2000. D'autres dossiers concernent encore ses activités d'enseignants (chargé de cours depuis 1968 puis professeur à partir de 1979) aux universités de Vincennes et de Paris III-Sorbonne Nouvelle (Institut d'allemand d'Asnières), <http://www.imec-archives.com/fonds/rovan-joseph/>

54 Voir en particulier l'enregistrement conservé aux archives du ministère des Affaires étrangères sous la cote AOR 8.

55 Joseph ROVÁN, « L'Allemagne de nos mérites. 3^e partie: La Restauration », *Esprit*, 17, mai 1949, p. 657-677.

56 « À l'époque, la république de Konrad Adenauer me parut très rétrovertie, trop conservatrice – j'ai modifié profondément cette opinion par la suite », J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 285.

La tendance à la restauration et à la continuité avec le passé, résultant de la guerre froide, comme l'incapacité à procéder à un réaménagement de fond en comble pour préparer l'avenir devaient être combattues dans les deux pays à la fois : « Si la France occupante sera de moins en moins responsable d'une Allemagne occupée, les adversaires de la Restauration française et de la Restauration allemande auront de plus en plus des préoccupations similaires. [...] Le mouvement de plus en plus, qu'on le veuille ou non [...], suivra en France et en Allemagne des voies parallèles » (p. 675). Selon Rován, le processus de construction européenne déterminait la « communauté d'existence » qui devait assurer la paix : « Cette communauté de danger et de vigilance doit se transformer en communauté de vie et de travail. [...] Cette lutte commune constituera le premier terrain solide pour une rencontre entre Français et Allemands » (p. 676). Pour mener cette lutte commune, il comptait sur les contacts personnels entre Français et Allemands qui s'étaient noués depuis 1945 et estimait en conclusion : « Une ère nouvelle s'ouvre dans l'histoire des relations entre les peuples français et allemand. Ce ne sera pas une ère sans vigilance [...] Mais sachons reconnaître aussi que l'entente des forces françaises et allemandes de renouveau est un pas indispensable sur la voie de cette paix plus vaste » (p. 677). Dans cette nouvelle ère, le rapprochement franco-allemand et la construction européenne sont inséparables l'un de l'autre : sans rapprochement bilatéral, pas d'intégration européenne et sans intégration européenne, pas de réconciliation franco-allemande. Solidarité des « forces de renouveau » contre celles de la « restauration ». Dans l'article de 1949, les imbrications entre relations bilatérales et européennes constituent « la » perspective d'avenir. On voit ici à quel point sa pensée a évolué depuis les prises de position d'octobre 1945 et décembre 1946. Dès lors, Rován considérerait que ces deux dimensions étaient indéfectiblement liées l'une à l'autre. L'Europe pensée par Rován en 1949 est transnationale, parce qu'elle mise sur des solidarités et des identités qui dépassent le cadre de la nation.

Rétrospectivement, les deuxième et troisième parties de « L'Allemagne de nos mérites » sont des instantanés de l'Allemagne et des relations franco-allemandes, conditionnés par la situation d'alors. Elles n'ont plus ce souffle universaliste du texte de 1945. Elles ne surplombent plus l'histoire, mais la prennent à bras-le-corps. Elles sont des bilans, pas un manifeste. Il n'est donc pas surprenant que Rován, par la suite, n'y ait plus fait référence, alors qu'il a réédité et traduit le texte programmatique de l'automne 1945⁽⁵⁷⁾. Il a donc lui-même contribué à ce que les suites de « L'Allemagne de nos mérites » tombent dans l'oubli. Pourtant ces trois publications constituent un tout. Le commentaire de Hansgerd Schulte sur le lien entre relation franco-allemande et coopération européenne, cité en introduction, est tout à fait pertinent à condition de considérer le « triptyque » dans son ensemble.

57 Joseph ROVÁN, *Zwei Völker, eine Zukunft. Deutsche und Franzosen an der Schwelle des 21. Jahrhunderts*, Munich, 1986, p. 83-102; *Id.*, *France Allemagne, deux nations, un avenir*, Paris, Julliard, 1988, p. 113-131. Texte réédité en français in : F. HARTWEG (éd.), *À Joseph Rován* (note 2), 1989, p. 6-18.

3. Rovan et les relations culturelles franco-allemandes après 1951 : l'héritage des années antérieures

De retour à Paris, Rovan devint un des membres du Comité français d'Échanges avec l'Allemagne nouvelle, fondé en 1948 par Emmanuel Mounier (Alfred Grosser en était le secrétaire général et sa mère Lily la trésorière)⁽⁵⁸⁾. Mounier l'avait contacté dès 1948, mais à l'époque, en tant que membre officiel du gouvernement militaire français en Allemagne, il n'avait pas pu entrer dans cette organisation⁽⁵⁹⁾. De retour d'Allemagne, Rovan reprit son engagement sociétal et fut toujours plus présent dans les médias. À partir de 1954, il fut le correspondant français de la radiodiffusion bavarroise (*Bayerischer Rundfunk*, BR)⁽⁶⁰⁾, où il retrouva son ami Walter von Cube, l'ancien officier prisonnier de guerre de Saint-Denis, devenu coordinateur des programmes du BR.

L'engagement pour la culture populaire est le deuxième élément fort de continuité dans le parcours de Rovan. Il devint un expert très reconnu dans ce domaine et, en 1953, l'UNESCO lui confia l'organisation à Messine d'une conférence sur le rôle des médias audiovisuels dans l'éducation populaire⁽⁶¹⁾. Il s'agissait alors de mobiliser la télévision dans le combat contre l'analphabétisme. Professionnellement, Rovan continua à travailler en tant que vice-président de « Peuple et Culture »⁽⁶²⁾, organisation française qui, avec le BILD, était l'une de celles qui contribuèrent le plus à intensifier les échanges franco-allemands. Rovan avait déjà donné l'impulsion nécessaire en ce sens dans l'immédiat après-guerre et il approfondit encore cette orientation au fil des années 1950 et 1960⁽⁶³⁾.

Quand l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) fut fondé en juillet 1963, dans le sillage de la signature du traité de l'Élysée (22 janvier 1963)⁽⁶⁴⁾, Rovan fut nommé au conseil d'administration de l'Office en tant que représentant de « Peuple et Culture » : « J'étais certainement l'un des participants les plus actifs et les plus expérimentés de cet organisme » commenta-t-il dans ses *Mémoires* (p. 331). Jusqu'en juillet 1963, il avait aussi activement participé à la mise sur pied de cet office, aux côtés du secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports Maurice Herzog. Jusqu'en 1969, il eut un

58 Cf. Carla ALBRECHT, « Comité français d'Échanges avec l'Allemagne nouvelle », in : N. COLIN et al., *Lexikon* (note 1), p. 164-165 ; ID., « Das Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle als Wegbereiter des Deutsch-Französischen Jugendwerks », *Lendemains*, 27, p. 177-189 ; Martin STRICKMANN, *L'Allemagne nouvelle contre l'Allemagne éternelle / Die französischen Intellektuellen und die deutsch-französische Verständigung 1944-1950*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2004, p. 227-242.

59 Cf. E. PICARD, « Des usages de l'Allemagne » (note 45), p. 353.

60 Cf. J. ROVAN, *Mémoires* (note 8), p. 319.

61 *Ibid.*, p. 314.

62 Cf. Joseph ROVAN, « Un mouvement culturel et la politique : Peuple et Culture », *Les Cahiers de l'animation*, n° 57-58, 1986.

63 Cf. J. ROVAN, *Mémoires* (note 8), p. 313 ; M.-B. VINCENT, « Les dimensions européennes d'un projet d'éducation populaire » (note 22), p. 96.

64 Cf. Hans Manfred BOCK, Corine DEFRAANCE, Gilbert KREBS, Ulrich PFEIL (éd.), *Les jeunes dans les relations transnationales. L'Office franco-allemand pour la Jeunesse, 1963-2008* (avec cédérom en annexe), Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2008 ; Corine DEFRAANCE, Ulrich PFEIL (éd.), *La France, l'Allemagne et le traité de l'Élysée, 1963-2013*, Paris, CNRS Éditions (Biblis), 2012.

rôle fondamental de conseiller officier de l'OFAJ. Ulérieurement, il devait écrire que l'OFAJ avait organisé la plus grande migration des peuples en temps de paix⁽⁶⁵⁾!

La seconde moitié des années 1970 constitua un tournant dans sa carrière. « Peuple et Culture » et *Esprit* décidèrent presque simultanément de renouveler et rajeunir leur personnel de direction. En 1974, le président du BILD, François Bourel⁽⁶⁶⁾, proposa à Rován, entre-temps enseignant à l'Université de Vincennes⁽⁶⁷⁾, de devenir membre de l'organisation. Quelques années plus tard, en 1981, Rován prit la présidence du BILD et du comité de rédaction de la revue *Documents* qu'il conserva jusqu'à sa mort à l'été 2004⁽⁶⁸⁾. Au cours de cette période, alors que la coopération bilatérale s'était fermement établie, Rován se concentra toujours plus sur ce qui faisait le lien entre coopération franco-(ouest)-allemande et européenne. « L'action que je mène depuis 1974 pour accélérer la construction de l'Union européenne me paraît se placer dans la continuité directe de ce que nous crûmes nécessaire d'entreprendre en 1940 » écrivit-il (*Mémoires*, p. 148).

Après 1945, Rován fit partie de cette jeune génération de médiateurs franco-allemands qui plaida en faveur d'une conception élargie de la culture⁽⁶⁹⁾. Il entendait repenser les relations culturelles. En 1945, le constat de faillite des élites était largement partagé. « L'esprit de Locarno »⁽⁷⁰⁾ – cet éphémère rapprochement bilatéral de la seconde moitié des années 1920, presque exclusivement porté par les intellectuels⁽⁷¹⁾ – s'était avéré incapable d'assurer la paix. Après la guerre, il n'était plus concevable de poursuivre le dialogue franco-allemand sans l'implication des peuples. C'est alors que furent conclus les premiers jumelages afin de faire participer les sociétés, par en bas, au processus de rapprochement et de réconciliation⁽⁷²⁾. L'essor de la culture populaire dans les relations franco-allemandes relève de la même ambition. Joseph Rován, qui jusqu'en 1947 avait agi en représentant de la société civile au nom de « Peuple et Culture », accepta de se mettre pleinement au service des autorités françaises

65 Cf. J. ROVÁN, « Les relations franco-allemandes dans le domaine de la jeunesse et de la culture populaire » (note 46), p. 703.

66 Cf. Dominique BOUREL, « François Bourel », in: N. COLIN et al. (éd.), *Lexikon* (note 1), p. 137-138.

67 Cf. J. ROVÁN, *Mémoires* (note 8), p. 459 sq.

68 Cf. Michel GUERVEL, « Le B.I.L.D. De Jean de Rivau à Joseph Rován », in: Henri MÉNUDIER (éd.), *Le couple franco-allemand en Europe*, Asnières, PIA, 1993, p. 299-306. Au sujet de l'action de Rován dans les années 1970 et de son rôle de médiateur en tant que professeur d'université et d'historien, voir Dirk PETTER, *Auf dem Weg zur Normalität. Konflikt und Verständigung in den deutsch-französischen Beziehungen der 1970er Jahre*, Munich, De Gruyter/Oldenbourg, 2014, p. 73 sq.

69 Cf. Corine DEFRAÏCE, « Von der Konfrontation zur Kooperation. Deutsch-französische Kulturbeziehungen nach 1945 », in: N. COLIN et al. (éd.), *Lexikon* (note 1), p. 50-59, ici p. 55.

70 Cf. Hans Manfred BOCK, Reinhart MEYER-KALKUS, Michel TREBITSCH (éd.), *De Locarno à Vichy. Les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, Paris, CNRS Éditions, 1993.

71 Cf. Guido MÜLLER, *Europäische Gesellschaftsbeziehungen nach dem Ersten Weltkrieg. Das Deutsch-Französische Studienkomitee und der Europäische Kulturbund*, Munich, Oldenbourg, 2005.

72 Cf. Corine DEFRAÏCE, « Les jumelages franco-allemands: aspect d'une coopération transnationale », *Vingtième Siècle*, n° 99, juillet-septembre 2008, p. 189-201; Corine DEFRAÏCE, Tanja HERRMANN, « Städtepartnerschaften. Ein Instrument der 'Versöhnung' von unten? », in: Corine DEFRAÏCE, Ulrich PFEIL (éd.), *Verständigung und Versöhnung nach dem 'Zivilisationsbruch'? Deutschland in Europa nach 1945*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2016, p. 585-603.

d'occupation en Allemagne. Après avoir été chargé de la question des prisonniers de guerre allemands en France au cabinet du ministre des Armées, il savait combien un statut « officiel » pouvait parfois faciliter l'action. Et l'éducation populaire était un instrument capital dans ce processus de transformation des mentalités et de perception de l'autre : les universités populaires, les rencontres de jeunes, les programmes de connaissance de l'autre et d'échanges en furent les principales facettes.

En concentrant notre attention sur Joseph Rován au cours des années 1945-1951, nous voyons se dessiner une évolution qui mériterait d'être confirmée par une analyse de l'ensemble de ses écrits, au-delà du triptyque de « L'Allemagne de nos mérites » : la référence à Dachau, encore bien présente en 1945, s'efface ensuite devant les urgences de la guerre froide et la nécessité d'une nouvelle solidarité franco-allemande dans un cadre européen. Dachau reviendra plus tard (*Contes de Dachau*, 1987), dans le contexte des années 1980 quand les deux sociétés auront appris à affronter leur passé, en cultiveront la mémoire et pourront aborder ensemble le passé franco-allemand : on pense ici au discours du président fédéral Richard von Weizsäcker le 8 mai 1985 ; au retour de la mémoire résistante et déportée en France avec les quarantièmes anniversaires du débarquement allié et de la capitulation allemande. Ainsi, suite à la pression des anciens déportés, une plaque fut-elle officiellement apposée en 1989 à la gare d'Orsay en mémoire des rescapés des camps ; ou bien encore à Kohl et Mitterrand se tenant la main devant l'ossuaire de Douaumont en septembre 1984 et évoquant la mémoire des soldats tombés pendant les deux guerres⁽⁷³⁾. Vers la fin de sa vie, Rován devait encore insister sur une autre expérience de Dachau : non pas de la brutalité nazie, mais la solidarité transnationale des résistants au nazisme. Des milliers d'Allemands avaient été internés à Dachau depuis 1933 avant que les premiers Français n'y fussent déportés. Avec ces Allemands-là, il menait le même combat. Avec eux, il n'avait pas besoin de se « réconcilier »⁽⁷⁴⁾.

73 Nous en sommes réduits pour le moment aux conjectures, Rován n'ayant pas rédigé de préface présentant le contexte dans lequel ni les raisons pour lesquelles il avait écrit *Contes de Dachau* (juste une dédicace à ses deux fils : « pour qu'ils sachent »). Au sujet de la mémoire et de l'usage du passé dans les relations franco-allemandes, voir Nicolas MOLL, « Vergangenheitsaufarbeitung », in : N. COLIN et al. (éd.), *Lexikon* (note 1), p. 470-472 ; Corine DEFRANCE, « Amnesie und Erinnerung : Die Last der Vergangenheit in Frankreich und Deutschland nach 1945 », in : Jörn LEONHARD (éd.), *Vergleich und Verflechtung : Deutschland und Frankreich im 20. Jahrhundert*, Berlin, Erich Schmidt Verlag, 2015, p. 41-69. Pour la mémoire en France et l'Allemagne, voir, entre autres, Olivier WIEVIORKA, *La mémoire désunie. Le souvenir des années sombres de la Libération à nos jours*, Paris, Seuil, 2010, p. 203-235 ; Annette WIEVIORKA, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Hachette, 2003 ; Peter REICHEL, *Die Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur von 1945 bis heute*, Munich, Beck, 2001 ; Norbert FREI, *1945 und Wir. Das Dritte Reich im Bewußtsein der Deutschen*, Munich, dtv, 2009.

74 J. ROVÁN, *France-Allemagne 1945* (note 13). Ce point de vue fut d'ailleurs partagé par Alfred Grosser : « Il n'y avait assurément pas lieu de se réconcilier avec les détenus allemands d'Hitler, mais à travailler avec eux, après la victoire sur le nazisme, pour que l'Allemagne d'après-guerre leur ressemble », Alfred GROSSER, « France-Allemagne, la vertu agissante d'une morale », CERAS – revue *Projet*, n° hors-série, septembre 2004 ; URL : <http://www.ceras-projet.com/index.php?id=2616>.

Résumé

Joseph Rovan a été l'un des premiers et des plus importants médiateurs entre la France et l'Allemagne ainsi qu'un grand Européen. En octobre 1945, il livra à la revue *Esprit* un article intitulé «L'Allemagne de nos mérites», manifeste à la lumière duquel se lit son engagement. Comment cet exilé allemand engagé dans la résistance française, survivant de Dachau, a-t-il tiré parti de ces expériences extrêmes de la guerre pour repenser les relations franco-allemandes en Europe et œuvrer au rapprochement? Son originalité consiste à avoir agi à la fois comme intellectuel analysant les évolutions en cours, comme acteur de la société civile (notamment à «Peuple et Culture») et agent de l'État (au cabinet du ministre des Armées, chargé des prisonniers de guerre allemands; puis au bureau de l'éducation populaire du gouvernement militaire français), alternativement depuis la France (1945-1947) et l'Allemagne (1947-1951). La référence à Dachau, encore bien présente en 1945, s'efface ensuite devant les urgences de la guerre froide et la nécessité d'une nouvelle solidarité franco-allemande dans un cadre européen. Elle reviendra bien plus tard, à partir de la seconde moitié des années 1980. Au début des années 2000 Rovan ferait de Dachau le lieu symbolique de la solidarité transnationale des résistants au nazisme et d'une communauté franco-allemande et européenne de destin fondée dans l'épreuve.

Zusammenfassung

Joseph Rovan war einer der ersten und wichtigsten Mittler zwischen Deutschland und Frankreich und zudem ein großer Europäer. Im Oktober 1945 veröffentlichte er in der Zeitschrift *Esprit* einen Artikel mit dem Titel „L'Allemagne de nos mérites“, der Aufschlüsse für sein Engagement liefert. Wie hat dieser deutsche Emigrant, der in der französischen Résistance tätig war und Dachau überlebte, aus den extremen Erfahrungen des Krieges Rückschlüsse gezogen, um die deutsch-französischen Beziehungen in Europa neu zu denken und sich für die bilaterale Annäherung einzusetzen? Die Originalität seines Handelns bestand darin, dass er sowohl als Intellektueller die laufenden Entwicklungen analysierte als auch als zivilgesellschaftlicher Akteur (vor allem in „Peuple et Culture“) und staatlicher Angestellter agierte (im Kriegsministerium verantwortlich für die deutschen Kriegsgefangenen; dann versetzt in die Abteilung „Volkserziehung“ bei der französischen Militärregierung), abwechselnd von Frankreich (1945-1947) und Deutschland (1947-1951) aus. Dabei verschwand die Referenz an Dachau, die 1945 noch sehr präsent war, angesichts der durch den Kalten Krieg provozierten Notwendigkeiten und den Erfordernissen einer deutsch-französischen Solidarität in einem europäischen Rahmen. Sie wird später zurückkommen, in der zweiten Hälfte der 1980er Jahre. Anfang der 2000er Jahre machte Rovan aus Dachau einen symbolischen Ort der internationalen Solidarität der Widerstandskämpfer gegen den Nationalsozialismus und einer deutsch-französischen bzw. europäischen Schicksalsgemeinschaft, die aus dem gemeinsam erlittenen Leid entstanden sei.